

Nous lançons donc un appel à tous les membres de cette Assemblée pour qu'ils consacrent toute leur énergie à ce qu'il est encore possible d'accomplir. Nous ne demandons à personne de sacrifier des principes, nous n'encourageons nullement la perpétuation des odieuses pratiques actuelles. Au contraire, nous souhaitons vivement que tous les membres de la communauté internationale saisissent l'occasion qui leur est offerte de mettre fin dans les plus brefs délais à ce que nous avons souvent fois condamné dans cette enceinte. Nous souhaitons que dans les prochains mois, le peuple de la Namibie — et le peuple de la Namibie tout entier — soit en mesure de jouir de ses droits fondamentaux à une existence pacifique librement choisie et viable au sein d'une Namibie souveraine et indépendante. Quant à nous — et nous comptons sur l'assistance de chacun des membres de la communauté internationale — nous continuerons à faire tout ce qui est nécessaire pour parvenir à ce but. Il ne faut surtout pas que nous refusions d'entendre l'appel du peuple namibien à ce moment critique de son existence.

Peu avant d'arriver ici, ce matin, j'ai appris que l'acceptation formelle de notre proposition par le gouvernement sud-africain avait été communiquée à nos ambassadeurs au Cap. Comme nos cinq gouvernements n'ont pas eu assez de temps pour étudier la déclaration faite par le premier ministre Vorster au Parlement sud-africain, nous ne nous proposons pas de faire des commentaires à ce sujet à l'heure actuelle, si ce n'est pour nous féliciter de ce développement important dans la position de l'une des principales parties intéressées.

---

S/C